**Procès-verbal Assemblée Générale Ordinaire**

**18/04/2024**

37 adhérents sur 49 étant présents ou représentés, le quorum est atteint et l’assemblée peut valablement délibérer. Les travaux sont ouverts à 18h30. Nul ne s’y opposant, les votes sont opérés à main levée. Sont respectivement nommés Béatrice GIORGI-MIGNOT et François Vazquez secrétaire et président de séance. Après lecture, le compte-rendu de l’AG 2023 est approuvé à l’unanimité. Après présentation et échanges, le rapport moral et le rapport financier sont également adoptés à l’unanimité.

**Rapport moral**

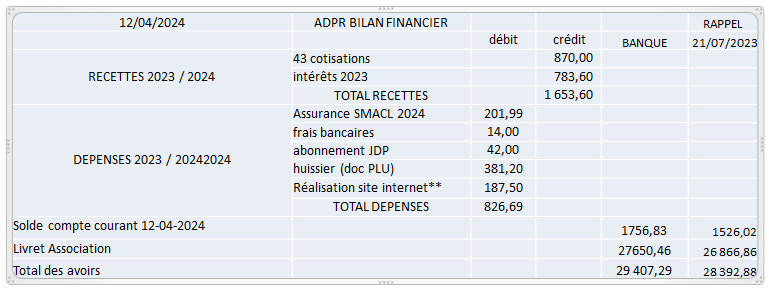
En 2023 /2024 le Conseil s’est réuni 3 fois. Il a :

1. poursuivi les travaux entrepris sur la révision du PLU, les risques naturels (submersion, incendie…) et les zones vulnérables, la cartographie réglementaire et la protection des marais.
2. entretenu le dialogue avec les autorités, communales quant au quotidien tel la sécurité, le traitement des ordures, l’urbanisme ou les dysfonctionnements ; communautaires sur la gestion des marais.
3. Intégré les problématiques de gestion des eaux telles le traitement des eaux usées, l’écoulement des eaux pluviales, l’entretien des fossés et le fonctionnement des marais perdus.
4. Anticipé les difficultés liées à la raréfaction du foncier en établissant les constats, en procédant au recensement du potentiel et en définissant des pistes d’action, en évitant deux écueils, à savoir la stigmatisation des résidents secondaires et la gentrification du village.

Par contre, reste à parfaire le fonctionnement de l’association sous deux angles : le toilettage des statuts et la communication.

**Rapport financier**

Le rapport financier est présenté selon le tableau ci-dessous. Il n’appelle aucune remarque et présente un disponible de 29.407,29 €, en hausse de 3,66% soit + 1.014,41 €.



**Renouvellement du CA**

En application de l’article 9 des statuts, les candidats au Conseil d’administration sont élus à l’unanimité : Jean-Christophe CHARRIÉ, Guy CHARRIÉ, Jérôme FRUCHARD, Béatrice GIORGI-MIGNOT, Gérard GOURON, Daniel PEZANT et François VAZQUEZ.

**Dossiers**

Un point d’actualité est fait sur les dossiers en cours :

Un focus juridique est porté sur les dossiers **SOLEIL LEVANT** : intérêt de la transaction et suivi du chantier ; **EMERAUDE** : la préemption de la CDC est contestée par le vendeur auprès du Tribunal administratif ; **PARCS EOLIENS INDUSTRIELS SUD ATLANTIQUE** : un projet incertain sur le plan économique (production, rentabilité et fiabilité du matériel), aux impacts environnementaux négatifs et au gigantisme source de pollutions multiples. Les contestations en cours devant la Commission européenne au titre de NATURA 2000 et devant le Conseil d’Etat pour une concertation tronquée sont en attente de jugement. La procédure de **révision du PLU** menée en toute opacité suit un cours chaotique et prend du retard, la CDNPS ayant retoquée le classement des espaces boisés. Nous utiliserons tout moyen de droit pour faire entendre le point de vue des habitants sur ce document qui engage la commune pour plus d’une décennie.

3 nouveaux dossiers ont été ouverts au cours de l’exercice :

Signalée par un riverain, une **décharge sauvage** sur un terrain communal (limitrophe station d’épuration) a fait l’objet d’un courrier au maire en octobre 2023. La réponse négative obtenue a été transmise à la préfecture sans plus de succès, l’enfouissement et les dépôts se poursuivent. Nous allons procéder à un signalement « Sentinelles de la nature » pour un éventuel recours contentieux. Nous portons un questionnement sur la gestion des **eaux usées et pluviales** : station d’épuration, débordements, curage des fossés, traitement des eaux pluviales. La **sécurité sur le boulevard de la plage** nous interpelle et mériterait quelques aménagements : Zone 20 ou 30 ? Pas de passage piéton ; pas de rappel priorité à droite ; pas de stop intersection rue Massé ; pas d’accès plage aménagé pour les handicapés ; limitation de la vitesse des vélos sur l’esplanade. La Mairie a été relancée sans succès, une intervention auprès de la Préfecture est envisagée.

**Espaces verts lotissement Monplaisir**

Le 03 avril, à l’unanimité de ses membres, le conseil municipal a délibéré sur la **désaffectation des espaces verts** en prétextant une évolution de l’intérêt général vers l’habitat permanent, sans se soucier des règles d’urbanisme en vigueur et alternatives possibles sur la commune. Pour notre avocate spécialisée en droit de l’urbanisme, le respect de l’obligation de destination est opposable, de même que le respect des règles d’occupation des sols alors même que la nécessité d’imposer une telle évolution de l’intérêt général sur ces deux parcelles n’est pas démontrée.

La délibération du 03 avril enclenche le **calendrier procédural** : recours gracieux parvenu en mairie avant le 02 juin ; recours contentieux au TA de Poitiers avant le 02 août. Avant fin mai, il faut regrouper 5 à 7 requérants dont 2 limitrophes. Les débours à prévoir sont de l’ordre de 12 K€. Leur financement est à constituer par apports volontaires complétés par recours aux protections juridiques personnelles. Une réunion de mobilisation est programmée le vendredi 10 mai 2024.

La **récupération de documents** se rapportant à ces espaces verts, tels le POS 1980, le dossier de permis de construire ou le dossier notarié de transfert à la commune est toujours d’actualité.

Après échanges, ces activités détaillées reçoivent l’assentiment de l’Assemblée qui encourage le Conseil à :

1. Poursuivre les travaux entrepris sur la révision du PLU, les risques naturels (submersion, incendie…) et les zones vulnérables, la cartographie réglementaire, la protection des marais, sans oublier la gestion de la population animale.
2. Entretenir le dialogue avec les autorités, communales quant au quotidien tel la sécurité, le traitement des ordures, l’urbanisme ou les dysfonctionnements ; communautaires sur la gestion des marais, du port et de la zone NATURA 2000 ; départementales sur le PPRN, le littoral et l’ONF.
3. Intégrer les problématiques de gestion des eaux telles le traitement des eaux usées, l’écoulement des eaux pluviales, l’entretien des fossés et le fonctionnement des marais perdus.
4. Porter attention aux dysfonctionnements communaux sur les infrastructures et la sécurité routière, l’éclairage, le ramassage des ordures ménagères et le respect des règles d’urbanisme.
5. Anticiper les difficultés liées à la raréfaction du foncier en établissant les constats, en procédant au recensement du potentiel et en définissant des pistes d’action, en évitant deux écueils, à savoir la stigmatisation des résidents secondaires et la gentrification du village.
6. Parfaire le fonctionnement de l’association sous deux angles : le toilettage des statuts et la communication.

Plus rien n’étant à l’ordre du jour, les travaux sont clos à 20h30.

Certifié sincère et véritable, le 18 avril 2024

La Secrétaire de séance le Président de séance,

Béatrice GIORGI-MIGNOT François VAZQUEZ